

Union des droites, union des gauches ou union des populistes : à quelle alliance surprise pourrait-on assister d'ici 2022 face à Emmanuel Macron ?



Nous sommes dans le chaos absolu et bien malin qui peut prévoir ce qui va en sortir

Avec Maxime
Tandonnet

Avec Christophe Boutin

Atlantico : Dans la configuration actuelle, on peut distinguer 5 blocs en France : Droite RN, Droite LR, LREM, Gauche PS et Gauche LFI. Cette division du champ politique favorise Emmanuel Macron, en ce qu'elle obligerait probablement ses adversaires à s'allier pour le battre. Si ces alliances sont aujourd'hui peu probables, quelles pourraient être les différents types d'alliance envisageables dans cette configuration ?

Maxime Tandonnet : Aujourd'hui, l'éclatement du paysage politique est vertigineux. La décomposition qui s'est manifestée en 2017 mais qui a commencé bien avant, se poursuit, voire s'accélère. Et encore, les choses sont encore plus complexes que ce que vous dites. A gauche, il faudrait ajouter les écologistes, le parti communiste, la tendance Hamon, l'extrême gauche... A droite, LR se partage entre fédéralistes et euro-réalistes qui ne tiennent ensemble que par les enjeux électoraux. On pourrait rajouter à droite Debout la France de M. Dupont-Aignan et les centristes. Dans le contexte actuel, il n'y a pas d'alliance possible. On n'est plus vraiment dans le débat d'idées mais dans des affrontements passionnels. Un rapprochement entre le PS et M. Mélenchon est totalement inconcevable aujourd'hui. Une alliance nationale LR et LREM tout aussi invraisemblable qu'une entente LR-RN. Jusqu'à présent, on pouvait penser que cet émiettement de la scène politique faisait le jeu du président Macron, préparant sa réélection. Mais ce n'est même plus le cas dès lors que ce dernier a sombré dans une impopularité - qui était terriblement prévisible dès le début. Il n'est même plus certain que ce dernier ait envie ou soit en situation de se représenter en 2022 afin de perpétuer le statu quo actuel. Aujourd'hui, nous sommes dans le chaos absolu et bien malin qui peut prévoir ce qui va en sortir.

Christophe Boutin : Le positionnement d'Emmanuel Macron, au centre de l'échiquier politique, parti plus à gauche, évoluant ensuite plus à droite, rend effectivement assez délicate une contre-offensive destinée à le battre. Trois possibilités existent : l'alliance de l'ancien monde, celle d'un camp et celle des populistes.

Il y a en effet une première alliance, en grande partie non dite, contre Emmanuel Macron, celle des représentants de « l'ancien monde », qui estiment avoir été volés de leur dû... c'est-à-dire de leur rente. Les partisans du « bipartisme à la française », où LR et le

PS se succédaient au pouvoir après des alternances qui, finalement, ne portaient guère à conséquences, puisque l'on faisait peu ou prou les mêmes politiques, et que les perdants étaient recasés dans l'un ou l'autre des fromages de la République.

Pour se convaincre que cette alliance des déçus existe bien, il suffit d'écouter leurs représentants dauber sur ces élus LaREM qui ne connaissaient rien au fonctionnement des institutions... oubliant que s'ils le connaissaient, eux, si bien, ce fonctionnement, c'était, soit pour avoir hérité de leur circonscription d'un parent, d'un amant, ou d'un obligé, soit pour avoir gravi patiemment le « cursus desohorum » des apparatchiks. N'ayant rien appris ni rien compris, et encore moins oublié cette aigre rancune qu'ils ressentaient depuis mai 2017, ils veulent croire que la chute de la maison Macron les restaurerait automatiquement dans leurs titres, fonctions et dignités.

Même si de tels individus semblent dépassés, il faut se garder de négliger ce puissant réseau, mais en ayant cependant à l'esprit qu'il ne saurait s'allier pour battre Macron mais seulement pour faciliter sa chute. Difficile en effet de s'allier entre LR et PS quand le jeu a été pendant des décennies de faire croire à des différences, mais aussi, et surtout, quand certains de leurs membres sont plus près des thèses macroniennes sur nombre de sujets que de celles de ses véritables opposants.

Cette division interne nous amène à la deuxième possibilité d'alliance anti-macronienne et à ses difficultés de réalisation. Il s'agirait cette fois de créer un bloc de droite (RN et LR) ou de gauche (PS et LFI) qui mordrait sur le centre LaREM et l'emporterait. En l'état actuel des choses une telle tactique semble difficilement réalisable, et plus encore à droite qu'à gauche.

À gauche en effet, le PS a éclaté avec le phénomène LaREM et le départ d'une partie de ses cadres, de ses militants et de ses électeurs dans la boutique macronienne. Ceux qui sont restés membre du PS, souvent parce que les thèses de Macron leur semblaient trop à droite, pourraient effectivement s'allier avec LFI, avec qui ils partagent beaucoup sur le plan sociétal. Mais reste le point d'achoppement du rapport à l'Union européenne, le PS n'étant pas vraiment « souverainiste » !

À droite, où LR a certes subi des départs en 2017, entre « raliés » et « constructifs », mais n'a pas éclaté, une alliance avec le RN serait plus difficile encore. Certes, une partie des électeurs de LR, gaullistes de tradition, sont restés très réservés sur les transferts de souveraineté à l'Union européenne. Mais une part des cadres et des militants y restent favorables, et maintiennent par ailleurs la ligne du « cordon sanitaire » moral qui empêche depuis Mitterrand de collaborer avec un FN devenu RN et ses sulfureux dirigeants. Une alliance LR/RN se paierait donc par l'éclatement de LR et la création d'un parti centriste, sorte de nouvelle UDF qui, à terme, pourrait fragiliser Macron, si ses alliés de centre-droit rejoignaient cette formation, mais sans que ne se crée une coalition de droite à même de le faire chuter.

Reste la troisième possibilité, celle d'une alliance des « populistes » RN/LFI contre le « progressisme » incarné par le maître des horloges. Une telle alliance n'est pourtant pas crédible à l'heure actuelle non seulement à cause des egos des dirigeants des diverses formations, mais aussi, et surtout, car elle achopperait sur le clivage identitaire : RN et LFI n'ont pas véritablement la même approche du phénomène migratoire et de la défense d'une supposée « identité nationale ».

Que ce soit avec la publication d'Inch'Allah, l'enquête des journalistes du Monde sur l'islamisation des quartiers ou l'utilisation du terme de "colonisation à l'envers" par Olivier Faure, ou encore le fait que Mélenchon ait voté pour le budget italien vendredi dernier ne montre-t-il pas qu'il existe un terrain à une union des populistes, à l'italienne ?

Maxime Tandonnet : Oui et non. Il existe une immense inquiétude dans le pays qui est liée au sentiment d'un chaos croissant et de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat: violence à l'école, crise migratoire européenne, chaos des cités sensibles, montée du communautarisme, pays déchiré. La France reste profondément traumatisée par la vague du terrorisme islamiste qui l'a ensanglantée en 2015 et 2016. Les politiques, même se classant à gauche, le sentent bien et savent qu'ils ne peuvent pas fermer les yeux sur cette inquiétude qui touche au-delà de la France, l'ensemble des pays occidentaux. Pour autant, l'aversion que suscite, dans une grande partie de la population, le phénomène lepéniste, sur une durée de trois ou quatre décennies qui se prolonge, rend impossible en France une alliance de ce type. Une alliance populiste à l'italienne pourrait se concevoir à terme mais ce serait au prix d'une désintégration générale du système actuel des partis, un retrait des leaders actuels et une refonte en profondeur de la vie politique française. Nous n'en sommes pas là...

Christophe Boutin : Ne confondons pas deux choses. Une certaine gauche se rend compte en 2018 que le rideau de fumée mis en place depuis des décennies autour de certains phénomènes ne tient plus. Certaines choses n'existaient pas et, puisqu'elles n'existaient pas, il était interdit d'en parler, la peine étant soit la condamnation judiciaire, soit un ostracisme professionnel sans pitié dans les milieux que la gauche continue de contrôler, ceux des médias, de l'enseignement ou de la recherche.

Aujourd'hui, elle se rend compte que la réalité vécue au quotidien par de nombreux Français ne peut plus être niée *-oculos habent et videbunt* cette fois-ci - et qu'à vouloir éviter certains sujets elle s'expose à voir d'autres qu'elle, bravant les interdits, s'autoriser à le faire et séduire ainsi des lecteurs ou un électorat. D'où ce rétro-pédalage auquel on assiste de plus en plus, quand, par exemple, on voue aux gémonies un reportage télévisé dans les zones de non-droit des banlieues pour, quelque temps plus tard, évoquer l'islamisation de ces mêmes quartiers...

C'est qu'il y a des avis autorisés, légitimes, et d'autres pas. Car cette entreprise de récupération vise non seulement à éviter la fuite des lecteurs et électeurs, mais aussi que certaines réponses ne soient données. La réponse sociale, reposant sur idéologie victimaire dans laquelle se complaisent les « représentants » de ces zones - dont on attend vainement d'ailleurs de trouver la légitimité -, sera ainsi préférée à tout autre, et notamment à une réponse identitaire. Face au phénomène migratoire par exemple, il ne s'agira aucunement de chercher à le stopper comme posant un problème à une hypothétique cohésion nationale, qui ne saurait jamais se

traduire que par une même croyance aux droits humains, mais seulement à l'aménager, reprenant les vieilles antiennes sociologiques contre la formation des ghettos.

Nous sommes loin ici de la situation italienne dans laquelle la Ligue comme le Mouvement Cinq étoiles, bien que venus de bords opposés, sont globalement d'accord sur la nécessité d'enrayer le phénomène migratoire incontrôlé que subissait la Péninsule. Et le vote de Mélenchon en faveur du budget italien n'est pas ici une caution à la politique menée par Salvini en la matière, mais uniquement une solidarité de souverainiste opposé à une Union européenne toujours plus fédérale. Idéologiquement, l'union des populistes italiens s'est faite en partie au moins, et peut-être a minima, mais s'est faite aussi sur une question identitaire sur laquelle, en France, la gauche souverainiste et populiste reste en totale opposition avec la droite du même type, malgré les éléments que vous évoquiez.

Quelles sont les conditions et limites d'un tel scénario ? Les Européennes vont-elles jouer un rôle ?

Maxime Tandonnet : Il me semble que non, les Européennes ne vont pas changer grand chose. Elles vont probablement confirmer la grande désintégration qui est à l'oeuvre. Il n'y aura sûrement pas de nouvelles alliances pour les raisons que j'ai expliqué. La tendance à l'émiettement va se poursuivre et se consacrer. Ces Européennes vont concrétiser le grand nihilisme politique français: le rejet de l'équipe présidentielle, l'absence de toute solution crédible dans un proche avenir. Elles vont se traduire par un fort taux d'abstention, marquant une fois de plus la désespérance politique des Français. La vraie question est de savoir ce qui peut sortir du vertigineux chaos politique, d'ici 2022. Un nouvel homme ou femme providentiel, inventé par le système médiatique et sorti du néant pour sauver le pays? Improbable: trop souvent échaudés, les Français n'y croiront plus. Le système politique français a de bonnes chances de continuer à se liquéfier. La France politique garde cependant un atout possible: le réseau des élus locaux, maires, présidents de région et de département, qui fonctionne de manière indépendante du grand spectacle politico-narcissique national. Une future classe dirigeante nationale, compétente et non exagérément corrompue par le sectarisme et le narcissisme obsessionnel, pourrait remonter de la base, à travers les élections législatives et sénatoriales. Mais ce n'est pas gagné...

Christophe Boutin : Bien sûr, les élections européennes vont jouer un rôle, et Emmanuel Macron en a pleinement conscience, lui qui joue volontiers du registre de la dramatisation en la matière : « progressistes » contre « populistes », « souverainistes » ou « nationalistes », la dénomination peut varier dans sa bouche, mais toujours c'est toujours le camp du Bien, du Vrai et du Beau contre celui du Mal, du Faux et du Laid. Bien sûr les questions de l'identité, de l'immigration et de l'insécurité seront cependant au cœur de la campagne. Et, bien sûr, les partis populistes devraient faire des scores importants dans toute l'Europe.

Mais Emmanuel Macron n'a pas tort lorsqu'il dit de ses opposant que s'ils sont capables de s'allier « contre », contre l'Union européenne, ils sont par contre incapables de s'allier « pour », pour un projet commun, et parfois même de simplement travailler ensemble. Que pèseront alors face aux deux blocs PPS/PSE, dont on peut penser qu'ils ne vont pas disparaître dans un tourbillon lors des élections de 2019, des « souverainistes » ou « populistes » répartis entre partis concurrents – certains siégeant même au PPE -, sans vrais moyens, sans discipline de vote, oubliant parfois ce qui les unit pour ne retenir que ce qui les divise ? Là est la vraie question, non celle du vote de 2019, mais celle du lendemain de l'élection. Avec un vrai travail à faire pour comprendre le fonctionnement bruxellois, pour se faire au jeu des lobbies, ou parfois pour simplement siéger...

On voit la double difficulté. D'une part, l'union des populistes de droite et de gauche n'est actuellement pas envisageable en France ; d'autre part, la poussée des populismes européens aux élections de 2019 ne conduira pas nécessairement à un changement de la politique européenne. Un homme ou une femme « providentiels » pourraient-ils changer la donne ? Y répondre relève de la boule de voyance et du mystère de la politique. Ce que l'on peut simplement relever c'est, d'une part, que la Providence est chiche en tels individus et, d'autre part, que l'histoire nous enseigne qu'ils risquent d'apparaître *in extremis*, c'est-à-dire lorsque la crise sera plus poussée encore. Mais *in extremis*, ce peut être aussi le moment d'une extrême onction donnée à notre civilisation, dont Oswald Spengler et Paul Valéry nous ont rappelé qu'elle était mortelle.